



INTERNATIONAL COALITION
AGAINST ENFORCED DISAPPEARANCES

Déclaration de l'ICAED pour la journée internationale des victimes de disparitions forcées 2018

La Coalition Internationale Contre les Disparitions Forcées (ICAED) exprime sa solidarité envers les personnes disparues dans le monde entier, ainsi que leurs familles, en cette journée internationale des victimes de disparitions forcées. Depuis que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (ci- après, la Convention) est entrée en vigueur il y a huit ans, des avancées ont pu être constatées : la Convention compte aujourd'hui 97 pays signataires et 58 États parties à la Convention, et plusieurs pays ont mis en place des lois criminalisant les disparitions forcées.

La disparition forcée est un crime continu. Tant qu'un.e disparu.e n'a pas refait surface et que sa localisation demeure inconnue, ses proches, rongés par le doute, attendent que la vérité soit révélée et que les responsables soient jugés. C'est dans ces circonstances, tandis que les familles continuent leurs recherches et que l'impunité d'état perdure, que de nombreux efforts collectifs doivent être menés.

D'après le rapport du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires de l'ONU (le GTDFI) soumis au Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies en 2017, 45 292 cas restent non-résolus : 20 648 du groupe Asie-Pacifique, 12 483 du groupe Amérique Latine-Caraïbes, 11 236 du Groupe Afrique, 817 du groupe Europe de l'Est et enfin, 108 du groupe Europe de l'Ouest et autres.

En Amérique Latine, les autorités civiles et militaires refusent souvent de coopérer avec les familles qui recherchent leur disparu.e. L'État ainsi que le système bureaucratique se montrent particulièrement inefficaces. Les conséquences psychologiques et morales sur les familles sont à l'origine d'une atmosphère particulièrement problématique dans la région, affectant les familles concernées, la communauté et la société dans son ensemble.

La situation des familles de disparu.e.s ne s'est pas améliorée non plus dans la région Euro-méditerranéenne. L'impunité demeure et très peu de recherches sont menées. De plus, il n'y a eu aucune amélioration en ce qui concerne la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées dans la région.

En Asie, la persécution politique et la diffamation des défenseurs des droits sont extrêmement répandues dans les pays aux régimes répressifs. La région compte le plus grand nombre de cas non-résolus selon les dossiers du GTDFI. De plus, seuls quatre pays asiatiques ont ratifié la Convention et treize en sont signataires, c'est le taux le plus bas d'application de la Convention. Un seul pays de la région dispose d'une loi nationale criminalisant les disparitions forcées mais les victimes attendent toujours sa mise en œuvre complète.

Aujourd'hui nous pensons à nos frères et sœurs disparu.e.s, indépendamment de leur groupe ethnique ou de leur nationalité. Les membres de l'ICAED et les proches de disparu.e.s sont unis par la volonté de les retrouver et de voir la justice l'emporter. Cet objectif commun renforce notre détermination alors que nous appelons à la ratification universelle de la Convention. Nous ne cédon pas et exigeons des gouvernements du monde entier qu'ils réagissent face aux cas de disparition forcée et aux violations des droits humains. Nous interpellons les états pour leur rappeler qu'un État n'existe que grâce à son peuple. Son mandat est de servir cette force vive et non de lui faire du mal.

Aujourd'hui nous rendons hommage aux disparues du monde entier. C'est pourquoi nous nous joignons aux familles de victimes dans leur quête de vérité, de justice, de réparation et de garantie de non-répétition. Nous saisissons cette opportunité pour appeler les États à signer, ratifier et appliquer la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Le combat pour un monde sans disparu.e.s est loin d'être terminé.

METTONS FIN À L'IMPUNITÉ !